

Etat, Poste et SNCF font échec au climat depuis 15 ans

A l'heure où les dirigeants de notre pays se pressent à la 26ème conférence des parties de Glasgow, il est bon de rappeler à quel point le changement est question de volonté et de courage politique. Il n'y a en effet aucune approche coordonnée entre la politique industrielle, la politique des transports et le développement des territoires.

Nous prendrons l'exemple du transport postal qui depuis une quinzaine d'années connaît une croissance assez importante, un paradoxe quand les volumes de courrier ont baissé de plus de 40% depuis 2012. Paradoxe qui s'explique cependant avec la stratégie du groupe La Poste qui n'a cessé de massifier les volumes des envois en fermant une centaine de centres tri départementaux au profit de quelques dizaines de plate-formes de traitement du courrier et des colis. Ce processus a conduit à une croissance exponentielle des km parcourus et des émissions de CO2 avec un pic de + 43% en 2020 pour atteindre plus d'1,3 million de tonnes équivalent carbone pour les transports du groupe.

Il y avait pourtant depuis 2006 une alternative à cette voie très « carbonée ». En effet à l'époque La Poste a vendu sa compagnie aérienne avec pour principal argument la transition du transport aérien vers le fret ferroviaire à grande vitesse. Une quinzaine d'avions transportaient chaque nuit les envois du J+1, les colis express, la presse quotidienne aux cinq coins de l'hexagone.

Une co-entreprise avait été créée « Fret GV » avec pour objet de mettre en œuvre le concept, des TGV fret rouleraient de nuit. Economiquement ça se tenait dès lors que le prix du kg transporté passerait en dessous de celui du fret aérien. Le pari portait aussi sur l'attractivité de la proposition vers tous les chargeurs, DHL, UPS, GLS, etc...

Outre les chiffres d'affaires dégagés pour la SNCF et la relance du fret, la solution ferroviaire avait aussi l'avantage de délivrer le fret au cœur des villes ou sur des plates formes logistiques opportunément placées pour la desserte.

Que s'est t il passé ?

Rien, la co-entreprise a doucement périclité, le groupe La Poste a versé plus d'un milliard d'€ en transport aérien depuis la vente de sa filiale qui lui rapportait environ 10 millions d'€ nets par an. Coté Etat, les gouvernements successifs, agence des participations de l'Etat, ministères des transports, de l'industrie et de l'écologie ont regardé ailleurs. Quand au patron de la poste il s'est félicité en 2014 qu'on ait arrêté de faire rouler les deux rames de TGV postal qui assuraient encore quelques liaisons.

Dans la même période, la quantité des marchandises transportées, exprimées en tonnes.kilomètre, a cru de 30 %. Alors que le transport routier de marchandises a progressé de 46 %, sa part sur voie ferrée a décliné de 26 %. Les pouvoirs publics doivent sortir de la vision capitaliste qui cantonne le fret ferroviaire au seul rôle de support de certaines activités de production. Pour nos fédérations syndicales, il faut rompre, dès maintenant, avec cette vision qui donne une part toujours plus croissante et de plus en plus monopolistique au fret routier.

Pourquoi ?

Même si n'oublions pas que Géodis est la filiale de transport routier de la SNCF, le poids de deux grosses entreprises publiques est très relatif par rapport à celui des lobbies autoroutier, aérien, pétrolier et routier. A fortiori quand la ligne des gouvernements qui se sont succédés depuis 2006 est plutôt axée sur la croissance à tout prix au lieu de la recherche d'alternatives écologiques, privilégiant l'actionnariat et la rente au lieu de l'intérêt général.

Pour nos fédérations, on a là un exemple très concret de ce qu'il est possible de faire, à très moyen terme d'autant que les volumes de colis et de fret ne sont pas prêts de réduire. A la clé il y a de l'emploi, des économies considérables d'énergie et un système exemplaire parfaitement transposable à l'échelle européenne.

Les fédérations SUD-PTT, SUD-Rail et l'Union syndicale Solidaires revendiquent la création d'un grand service public, unifié et cohérent, de transport ferroviaire et routier de marchandises.



Fédération des syndicats de travailleurs du Rail
 17, Boulevard de la Libération
 93200 SAINT-DENIS
 Tel : 01 42 43 35 75
<https://sudrail.fr/>
sud.rail.federation@gmail.com

Fédération des activités postales et de télécommunications
 25/27 rue des Envierges
 75020 Paris
 Tél : 01 44 62 12 00
sudptt@sudptt.fr - www.sudptt.fr

